

Une croissance urbaine forte, qui doit davantage à la croissance démographique naturelle qu'à l'urbanisation

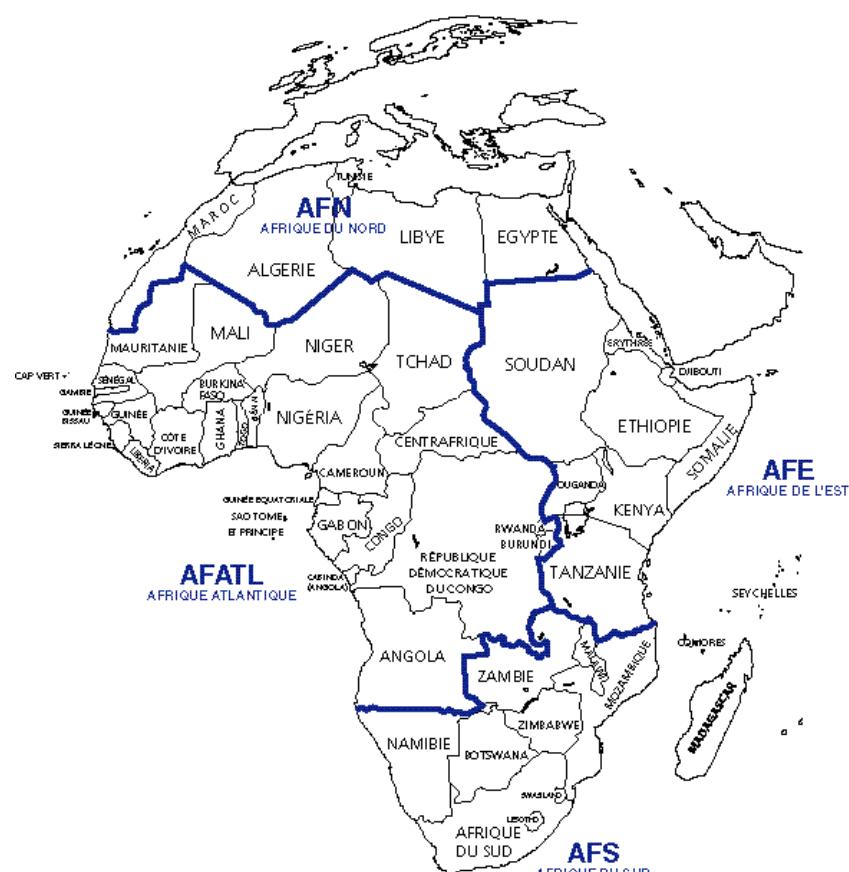
Urban growth which owes more to natural population growth than to urbanization

Une région encore modérément urbanisée

Aujourd'hui, d'après les données des Nations Unies, la population urbaine de l'Afrique au sud du Sahara, estimée à 110 millions de personnes, représente environ 37 % de la population totale, ce qui situe cette région, dans le processus d'urbanisation, plus près de l'Asie que de l'Amérique latine et des pays développés d'Europe ou d'Amérique du Nord (74 %). Plus que le poids de cette urbanisation, encore modeste, c'est la vitesse de croissance de la population urbaine qui suscite l'inquiétude.

La définition et la mesure de l'urbanisation se heurtent à diverses difficultés. Pour permettre agrégations et comparaisons, un effort d'homogénéisation des données démographiques a été fait pour 27 pays constituant une "Afrique Atlantique"². A cet effet, la population urbaine a été définie comme celle des centres de plus de 5.000 habitants. Pour autant, les données brutes disponibles restent d'une fiabilité relative et les comparaisons dans le temps difficiles. Des redressements ont dû être opérés, notamment pour rendre cohérentes les données sur les migrations intrarégionales.

Les données ainsi établies font apparaître des niveaux d'urbanisation très contrastés, de plus de 50 % au Congo (Brazzaville) à 5 % au Burundi ; une urbanisation plus avancée dans les pays côtiers que dans les pays enclavés de la région. Du fait de la conjugaison de leur poids démographique global et de leur niveau d'urbanisation, le Nigeria et le Zaïre concentrent, à eux seuls, 58 des 96 millions de citadins que comptent les 27 pays de l'Afrique Atlantique en 1995.



A region still in the early days of urbanization

According to UN data, today's urban population of Sub-Saharan Africa, estimated at 110 million people, accounts for some 37% of the total population, which places this region closer to Asia in the urbanizing process than to Latin America and the developed countries of Europe or North America (74%). More than the burden of this urbanization, which is still in its early stages, it is the speed of growth of the urban population that is arousing concern.

Various difficulties are being encountered in defining and measuring this urbanization. To enable aggregates and comparisons to be made, the aim has been to achieve consistency in population data for 27 countries which go to make up "Atlantic Africa"². For this purpose, an urban population has been defined as the population in a centre with more than 5,000 inhabitants. The available raw data are nonetheless still only reliable up to a point and long-term comparisons are difficult. Adjustments have had to be made to achieve consistency in the data on intraregional migrations.





Trente ans d'une croissance accélérée, brusquement ralenti par la crise

De 1960 à 1990, la population urbaine de la région est passée de 17 à 96 millions de personnes. La croissance urbaine, particulièrement forte dans la période 1960-1975 (de 6 à 7 % l'an), s'est sensiblement ralentie depuis (4,5 %). L'aggravation de la situation économique de la région et les mesures d'assainissement mises en œuvre ont en effet provoqué le ralentissement de la migration rurale. Une fragmentation sociale croissante (différences entre catégories sociales, entre quartiers ...) est à l'origine d'une diversité des situations démographiques dans les villes d'un même pays. S'il est indubitable qu'il y a une relation entre ce ralentissement et les difficultés économiques traversées par les pays de la région, la reprise économique est trop récente pour que la relation inverse puisse être vérifiée.

Pour être particulièrement rapide, la croissance urbaine de l'Afrique subsaharienne n'est pas sans précédent historique : entre 1830 et 1860, la population urbaine des Etats-Unis d'Amérique avait également cru à plus de 6 % l'an, dans un contexte

de forte immigration qui assurait une croissance démographique globale de 3 % par an.

Au delà de la crise, le ralentissement structurel de la croissance urbaine

Il faut en effet faire la distinction entre urbanisation et croissance urbaine. La croissance urbaine s'alimente à trois sources : la croissance démographique naturelle de la population déjà urbanisée, le solde migratoire des campagnes vers les villes et l'absorption, le cas échéant, de petits centres ruraux à la périphérie des villes. Le terme urbanisation doit être réservé au processus d'élévation de la proportion relative de la population urbaine dans la population totale qui, en première analyse, fait abstraction de la croissance naturelle.

Le ralentissement de la croissance urbaine en ASS devait se produire, indépendamment de la crise, au fur et à mesure que l'urbanisation progressait. De 1960 à 1975/80, à la croissance naturelle en pleine expansion (2,5 à 3 % l'an) s'ajoutait le fait qu'une émigration de l'ordre de 1 % de la population rurale se traduisait alors par

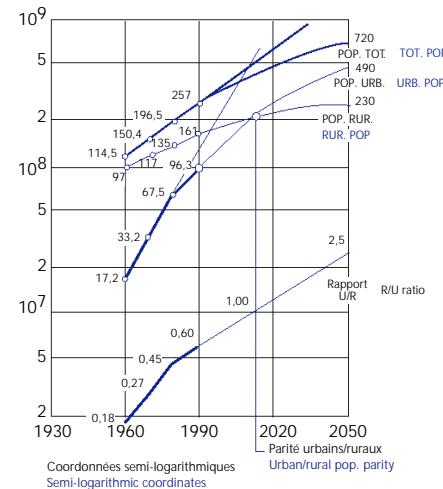
un supplément de croissance urbaine de 4 à 6 %, suivant les proportions de ruraux et de citadins de l'époque. Cette incidence justifiait, aux yeux de certains, des politiques de freinage des migrations. A l'approche de la parité numérique citadins/ruraux, la même émigration rurale de 1 % n'induit plus qu'un supplément de croissance urbaine de 1 %.

Par ailleurs, les enquêtes démographiques, notamment sur la fécondité, laissent entrevoir qu'une baisse de la natalité est engagée, en milieu urbain du moins, dans la plupart des pays de la région. Mis à part les effets à terme de l'épidémie de SIDA - difficiles à apprécier et variables suivant les pays, le rythme d'accroissement naturel devrait s'abaisser progressivement vers 2 % l'an d'ici 2020. Les taux de croissance urbaine records de 6 à 7 % l'an, enregistrés dans la période 60-75, ne devraient donc plus se produire, sinon localement et temporairement, sous l'effet d'épisodes climatiques sévères ou de troubles socio-politiques graves.

On peut dès lors raisonnablement avancer pour 2020, à quelques années près, une population totale des 27 pays de l'Afrique Atlantique voisine de 450 millions d'habitants, avec une population urbaine de l'ordre de 300 millions de personnes, soit le triple de l'actuelle et un taux moyen de croissance urbaine sur la période 1990-2020 de l'ordre de 3,7 % l'an. Il serait injustifié de préconiser des politiques anti-migratoires au motif que la croissance urbaine est lourde à supporter, au risque de freiner les transformations économiques et sociales de la région, alors que la croissance naturelle - celle des citadins comme celle des ruraux - est le facteur majeur de la croissance de la population urbaine³.

Peuplement de la région Afrique Atlantique Peopling of the Atlantic Africa region

Evolution de long terme (1930-1990-2050)
Long-term trend (1930-1990-2050)



The data thus obtained reveal highly contrasting levels of urbanization - from more than 50% in Congo (Brazzaville) to 5% in Burundi - and more advanced urbanization in the coastal countries than in the landlocked countries of the Region. Because of the combination of their overall demographic weight and their urbanization levels, in 1995, Nigeria and Zaire alone concentrated 58 of the 96 million urban dwellers in the 27 countries of Atlantic Africa.

Thirty years of accelerated growth suddenly slowed down by the crisis

From 1960 to 1990, the region's urban population rose from 17 to 96 million people. Urban growth, which was particularly strong in the 1960-1975 period (from 6 to 7% p.a.), has considerably declined since then (4.5%). This is because the region's worsening economic situation and the implementation of reform measures have brought about a slowdown in rural migration. Increasing social fragmentation (differences between social categories, between districts, etc.) is the reason behind the variety of urban demographic situations to be found in a single country. Although there is doubtless a link between this slowdown and the economic difficulties experienced by the countries in this region, the economic recovery is too recent to be able to discern any reverse tendency.

Although urban growth in Sub-Saharan Africa has been particularly fast, this is not without a historical precedent. Between 1830 and 1860, the urban population of the United States of America also increased by more than 6% per year, in a context of high

immigration which gave rise to an overall population growth of 3% per year.

In addition to the crisis, a structural slowdown of urban growth

A distinction needs to be made between urbanization and urban growth. Urban growth is fuelled from three sources: the natural demographic growth of the already-urbanized population, the balance of rural-urban migration and the absorption of small rural centres that sometimes occurs at the fringes of cities. The term urbanization must be kept for the rise of the relative proportion of the urban population in the total population which, in the initial analysis, leaves natural growth aside.

With the progress of urbanization, the slowdown of urban growth in SSA was bound to occur, whether or not there was a crisis. From 1960 to 1975/80, the upsurge in natural growth (2.5 to 3% p.a.) was compounded by the fact that an out-migration of around 1% of the rural population resulted in additional urban growth of 4 to 6%, depending on the proportions of rural and urban dwellers at that period. In some people's view, this incidence justified policies aimed at curbing migration. With the approaching parity of urban/rural dwellers, the same 1% rural out-migration is only inducing additional urban growth of 1%.

Furthermore, demographic surveys, particularly those on fertility, indicate that there is a downturn in the birth rate, in urban areas at least, in most of the countries of this region. Apart from the long-term effects of the AIDS epidemic, which are

difficult to assess and vary in the different countries, the natural growth rate should gradually fall to 2% p.a. by the year 2020. The record urban growth rates of 6 or 7% p.a., observed over the 1960-75 period, should consequently be a thing of the past, except on a local or temporary basis, as a result of severe weather episodes or serious socio-political disturbances.

It can thus reasonably be advanced that by 2020, give or take a few years, the total population in the 27 countries of Atlantic Africa will border on 450 million inhabitants, with an urban population of around 300 million people. This will be three times the present number and will make an average urban growth rate over the 1990-2020 period of around 3.7% per year. It would be unjustified to recommend anti-migration policies on the grounds that urban growth is a heavy burden, with the risk of slowing down this region's economic and social transformation, when it is natural growth - that of both urban and rural dwellers - that is the major factor of growth of the urban population³.

